



PLAN DIRECTEUR DU PROE

2001 - 2005



Le Plan directeur définit une vision pour le

Secrétariat

et identifie ses **fonctions essentielles**

Le **Plan directeur** a pour but de définir la

vision du Secrétariat et de préciser les **grandes fonctions** qui sont les siennes.

La **vision d'ensemble** énoncée par le Plan directeur et par le Plan d'action du PROE préconise **l'intensification du renforcement des capacités** nationales à traiter les questions relatives au développement durable.



Les Membres du PROE

Samoa américaines
Australie
Îles Cook
États fédérés de Micronésie
Fidji
France
Polynésie française
Guam
Kiribati
Îles Marshall
Nauru
Nouvelle-Calédonie
Nouvelle-Zélande
Niue
Îles Mariannes du Nord
Palau
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Samoa
Îles Salomon
Tokelau
Tonga
Tuvalu
États-Unis d'Amérique
Vanuatu
Wallis-et-Futuna

Catalogue à la source (CIP)

Plan directeur 2001 – 2005 du PROE –
Apia, Samoa : PROE 2002

iii, 33 p. ; 29 cm.

ISBN : 982-04-0230-1

1. Conservation des ressources naturelles - Océanie
 2. Protection de l'environnement – Océanie
 3. Politique environnementale – Océanie. I. Pacifique Sud.
- Programme régional océanien de l'environnement.
333.72099

Version originale en langue anglaise



Je suis heureux de présenter ici le Plan directeur du Secrétariat pour la période 2001-2005. Il s'agit du second plan élaboré depuis que le PROE est devenu une organisation intergouvernementale autonome suite à l'aboutissement des négociations de la Convention portant création du PROE (1993).

Le Plan directeur a pour but de définir la vision du Secrétariat et de préciser les grandes fonctions qui sont les siennes et qui s'accordent avec celles énoncées dans le Plan d'action pour la gestion de l'environnement de la région du Pacifique 2001-2004. Cette vision d'ensemble préconise l'intensification du renforcement des capacités nationales à traiter les questions relatives au développement durable.

Il ressort de la révision du Plan d'action 1997- 2000 que les Membres du PROE sont globalement satisfaits de l'action du Secrétariat. De manière plus importante encore, cette révision a montré que le Secrétariat devrait à l'avenir assumer le rôle d'expert environnemental de la région, conseiller les Membres du PROE de manière professionnelle et compétente, aider à mobiliser les financements nécessaires aux nouvelles initiatives et se départir de son rôle de maître d'œuvre au profit de ses collaborateurs et des organismes nationaux qui prendront la relève de la mise en œuvre des projets.

Le Secrétariat est tout acquis à la réorganisation et au renforcement de son potentiel humain et financier qui lui permettra de répondre efficacement et de manière responsable aux enjeux inhérents à sa nouvelle fonction. Il s'engage à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires et avec les Membres du PROE dans le but de donner forme à la vision et aux objectifs énoncés dans le Plan d'action de la région.

Meitaki ma'ata
Tamarii Tutangata
Directeur



Participants à la douzième Conférence du PROE réunie à Apia, Samoa, en 2001.



Sommaire

<i>Avant-propos</i>	iii
1. <i>Introduction</i>	1
2. <i>Mandat et cadre d'intervention</i>	2
3. <i>Vision</i>	5
4. <i>Mission</i>	5
5. <i>Valeurs et pratiques professionnelles</i>	7
6. <i>Procédures et grands secteurs de réalisation</i>	8
6.1 Grands secteurs de réalisation - Objectifs et grands axes	9
<i>Conservation de la nature</i>	9
<i>Prévention de la pollution</i>	9
<i>Changements et variabilité climatiques</i>	10
<i>Développement économique</i>	10
6.2 Tableaux illustrant les liaisons et l'intégration avec les éléments et les objectifs stratégiques inscrits au Plan d'action 2001-2004, les retombées escomptées des travaux du Secrétariat et les indicateurs de performance quinquennaux correspondant aux quatre grands secteurs de réalisation (GSR)	11
7. <i>Le Secrétariat</i>	25
7.1 Ressources	26
7.1.1 <i>Ressources humaines</i>	26
7.1.2 <i>Ressources financières</i>	26
7.1.3 <i>Gestion des ressources - Retombées escomptées et indicateurs de performance</i>	27
7.2 Structure d'organisation	28
8. <i>Annexes</i>	
i. Processus de planification générale	30
ii. Glossaire des termes de planification générale	31
iii. Sigles	32



Le Plan directeur a pour but de définir la vision du Secrétariat et de préciser les grandes fonctions qui sont les siennes. Ces fonctions lui permettront de favoriser la mise en œuvre du Plan d'action pour la gestion de l'environnement de la région du Pacifique 2001 - 2004 par les Membres du PROE.

Le Secrétariat a bien servi la région depuis que le PROE est devenu une organisation régionale autonome suite à l'entrée en vigueur de la Convention portant création du PROE (1993). Il a joué un rôle capital dans la prise de conscience des États insulaires du Pacifique qui sont désormais pénétrés de l'importance que revêt la saine gestion de l'environnement et des ressources naturelles pour la prospérité et le bien-être futurs de leurs populations. Le Secrétariat a favorisé la coopération entre les Membres du PROE dans le domaine de la protection environnementale. Il a également aidé les pays insulaires membres de l'organisation à porter leurs préoccupations à l'ordre du jour de plusieurs grandes conférences internationales traitant de protection environnementale et de développement durable.

Au cours des quatre années à venir, le Secrétariat veillera à intensifier les efforts engagés en collaboration avec les États Membres du PROE, la société civile et ses partenaires régionaux et internationaux œuvrant pour le développement afin de renforcer encore les capacités des pays insulaires membres et leur permettre d'apporter des réponses toujours plus efficaces aux problèmes transfrontières appelant des interventions à l'échelle mondiale. Le Secrétariat s'engage quant à lui à renforcer ses propres moyens d'assistance technique et de conseil politique afin d'appuyer ces initiatives méritoires.

Le **Plan directeur** a pour but de définir la vision du **Secrétariat** et de préciser les

grandes fonctions qui sont les siennes

Comme par le passé, le **Secrétariat** cherchera des modes d'intervention novateurs et encouragera l'excellence au sein de ses effectifs et dans sa gestion dans le but d'améliorer encore ses prestations. Pour ce faire, il s'appuiera sur les considérables atouts que constituent le dévouement de son personnel et les bonnes relations qu'il entretient avec l'ensemble des Membres du PROE et sur les liens tout aussi solides qu'il a tissés avec plusieurs bailleurs d'aide et organismes de développement.

Le Plan directeur fera l'objet d'une révision à moyen terme afin de permettre au Secrétariat de procéder, le cas échéant, aux ajustements nécessaires pour répondre efficacement aux besoins des Membres du PROE.



2. Mandat et cadre d'intervention

Le Secrétariat tire son mandat de la Convention portant création du PROE (1993), du Plan d'action pour la gestion de l'environnement de la région du Pacifique ainsi que des directives de la Conférence du PROE qui est son instance dirigeante.

Le rôle, les fonctions, la structure et les interventions du Secrétariat sont déterminés par son mandat, les besoins prioritaires et les attentes de ses membres et partenaires tels qu'ils sont énoncés au Plan d'action ainsi que par les ressources dont il dispose aux fins de mise en œuvre de son programme de travail.

Le Secrétariat est composé de cadres professionnels qualifiés et motivés qui se sont engagés à donner forme à la vision énoncée au Plan d'action : « Renforcer encore les capacités des peuples et pays insulaires océaniques pour leur permettre de planifier, de protéger et de gérer leur environnement de manière durable ». Ils sont déterminés à aider les Membres du PROE à jouir d'une prospérité fondée sur un développement national et régional respectueux de l'environnement et des ressources naturelles.

L'un des enjeux majeurs auxquels sont confrontés le Secrétariat, les Membres du PROE et les autres intervenants qui partagent cette vision est de favoriser la sensibilisation et la prise de conscience la plus large quant aux menaces qui pèsent sur l'environnement et les ressources naturelles du fait des pressions exercées par la cadence du développement économique. Il convient d'engager des initiatives bien pensées et opportunes dans le but de renforcer les capacités nationales et régionales qui permettront à leur tour d'engendrer un développement durable dans les délais les plus brefs.

Lors de la révision du Plan d'action 1997- 2000, on a sollicité l'opinion des membres et partenaires du PROE quant aux priorités et questions stratégiques devant faire l'objet du Plan d'action pour la période 2001- 2004. C'est ainsi qu'ont été définies les questions auxquelles le Secrétariat doit

apporter une réponse constructive, efficace et pertinente pour donner forme à la vision et aux objectifs énoncés dans son mandat et dans le Plan d'action.

Il s'agit notamment des questions suivantes :

(i) *Pour le Secrétariat*

- Renforcement des services internes de conseil, de coordination et d'information. Amélioration de la planification, de la conception et de la mise en œuvre des projets afin de mettre en évidence les risques possibles (difficultés financières, structures juridiques et politiques inadéquates), les différences caractérisant la situation des membres et pouvant avoir une incidence sur l'organisation et la mise en œuvre des projets dans l'optique d'un renforcement général des interventions ;
- Consolidation des liens avec les territoires ;
- Mise au point de mécanismes efficaces de consultation avec les administrations des pays membres et les autres partenaires dans le but de déterminer les besoins, les priorités et les solutions les plus rentables en ayant notamment plus souvent recours aux projets pilote ;
- Renforcement de la coordination et des relations avec les administrations des pays membres, les autres intervenants et les organismes régionaux et internationaux afin d'éviter les doubles emplois et les utilisations non rationnelles de ressources déjà limitées ; et
- Communication et négociations avec les bailleurs d'aide afin de garantir des financements plus souples et de plus longue durée et d'obtenir des aides de nature générale plutôt que des aides attribuées à des projets spécifiques.



Le rôle, les fonctions, la structure et les interventions du Secrétariat
sont **déterminés par son mandat, les besoins prioritaires** et les attentes de ses

Membres et partenaires tels qu'ils sont énoncés au Plan d'action ainsi que par les ressources dont il dispose aux fins de mise en œuvre de son programme de travail.

(ii) Pour les membres bénéficiant de l'assistance du Secrétariat

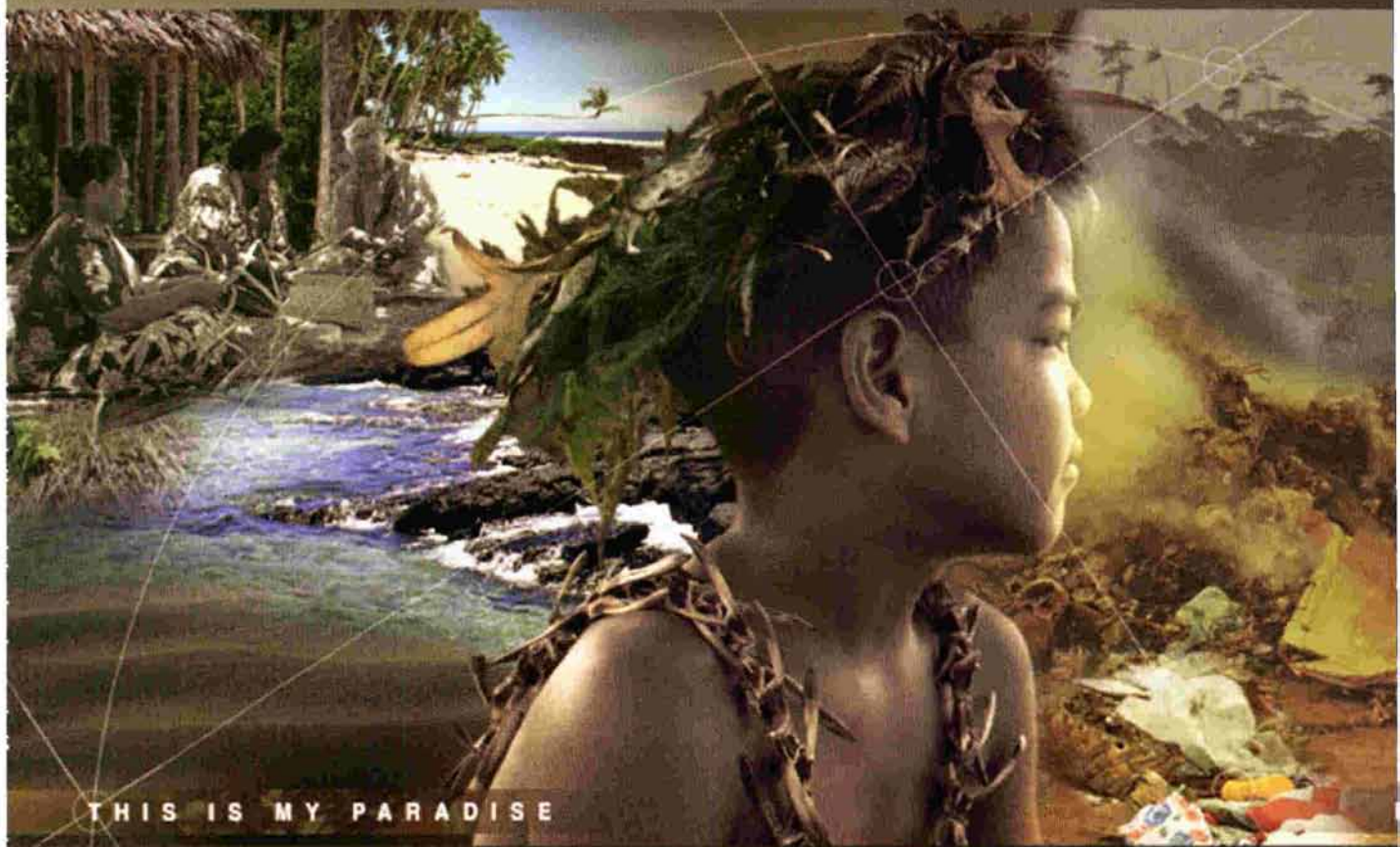
- Consolidation des procédures nationales de programmation et de planification visant à intégrer les questions environnementales dans le processus de prise de décision et d'élaboration des politiques, tant au niveau politique qu'au niveau de la haute administration ;
- Mise au point de cadres juridiques et politiques propres à soutenir le développement durable ;
- Mise à disposition des ressources nécessaires aux correspondants du PROE et aux organismes nationaux responsables de la bonne application et du respect des politiques et des lois environnementales ;
- Affectation des ressources financières nécessaires au budget ordinaire du Secrétariat ; et
- Définition de mandats clairs et amélioration de la représentation des membres aux conférences du PROE comme aux réunions et conférences traitant de questions majeures ayant de profondes répercussions politiques, juridiques, institutionnelles et financières pour les membres et le Secrétariat.

(iii) Organisations régionales et autres

- Recours au Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) pour la promotion d'un objectif commun, poursuivi dans le cadre des programmes de travail, en vue de la protection et de la gestion durables de l'environnement et des ressources naturelles du Pacifique ; et
- Constitution de partenariats dynamiques entre le PROE, les ONG et les organisations internationales permettant de traiter au plan national et régional les questions d'intérêt commun, de nature environnementale ou autre.



STOP SOLID WA



THIS IS MY PARADISE

IS IT TOO LATE



S T E

3. Vision

Un Secrétariat à même d'apporter un soutien actif aux populations des pays insulaires océaniques pour veiller à ce qu'elles soient mieux préparées à planifier, protéger et gérer leur environnement aux fins du développement durable.

4. Mission

Promouvoir la coopération dans le Pacifique insulaire et fournir son concours afin de protéger et d'améliorer l'environnement et de favoriser le développement durable pour les générations actuelles et futures.

Pour nous acquitter de cette mission, nous nous attacherons à :

- Développer des liens plus étroits et des partenariats plus dynamiques avec les Membres du PROE et les organisations régionales et internationales pour trouver remède aux problèmes environnementaux auxquels est confrontée la région ;
- Collaborer avec les autres organisations régionales afin d'établir des passerelles entre nos programmes de travail respectifs et œuvrer en faveur de la protection et de la gestion à long terme de l'environnement et des ressources naturelles du Pacifique ;
- Intensifier les efforts visant à intégrer ou à créer des partenariats efficaces, préciser les domaines permettant des économies d'échelle et une plus grande efficacité et affermir la coordination et la coopération avec les pays membres, la société civile, le secteur privé et les organisations régionales et internationales ;
- Renforcer nos fonctions de documentation et d'information pour appuyer les efforts des Membres du PROE ; et
- Soutenir le renforcement des capacités nationales en offrant un soutien professionnel actif au plan politique et technique, en appuyant le renforcement des institutions et la mise en valeur des ressources humaines et en répondant en temps utile aux demandes d'aide technique.





5. Valeurs et pratiques professionnelles



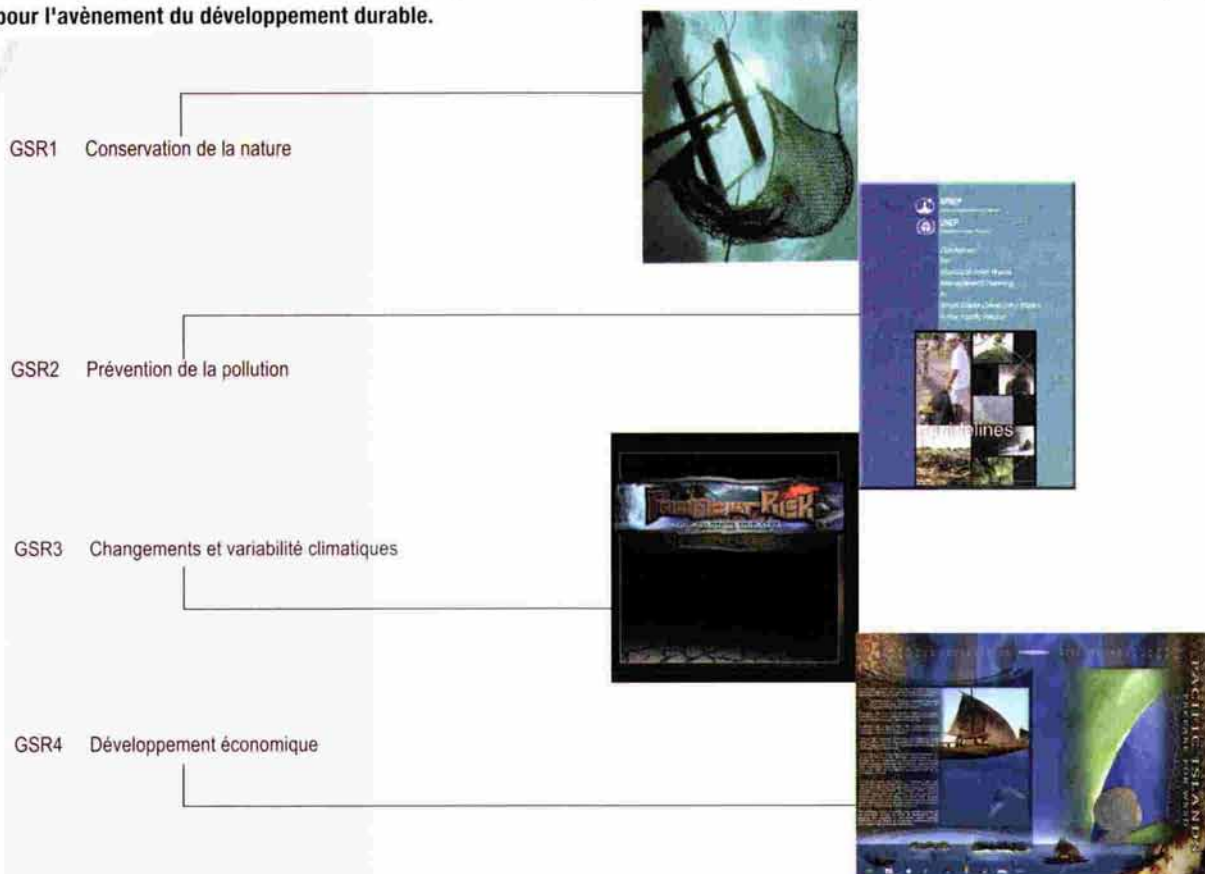
Pour honorer notre mandat et les objectifs de notre mission, nous nous engageons à :

- consolider nos relations et notre collaboration avec nos membres et partenaires ;
- faire preuve de la plus haute intégrité et conscience professionnelle dans l'exercice de nos fonctions ;
- améliorer la gestion et la mise en valeur de nos ressources humaines ;
- rechercher la transparence la plus totale dans nos politiques et systèmes institutionnels ; et
- instaurer un climat professionnel fondé sur l'égalité des chances et la reconnaissance du mérite et des prestations.



6. Procédures et grands secteurs de réalisation

Le Plan d'action pour la gestion de l'environnement de la région du Pacifique 2001-2004 définit quatre grands secteurs de réalisation (GSR) essentiels pour l'avènement du développement durable.



6.1 Grands secteurs de réalisation - Objectifs et grands axes

CONSERVATION DE LA NATURE

Objectif : Protection effective du patrimoine naturel du Pacifique insulaire fondée sur la conservation et la gestion durables des ressources naturelles et de la diversité biologique.

Grands axes :

- Zones de conservation
- Gestion des écosystèmes
- Protection des espèces
- Sécurité biologique, accès aux ressources génétiques et droits de propriété intellectuelle
- Gestion traditionnelle des ressources

PRÉVENTION DE LA POLLUTION

Objectif : Renforcer l'aptitude des Membres du PROE à gérer et traiter les problèmes posés par la pollution marine, les déchets dangereux, les déchets solides, les eaux usées et autres sources de pollution d'origine tellurique. Le Secrétariat aidera les membres à s'acquitter de leurs obligations au titre des instruments régionaux et internationaux pertinents.

Grands axes :

- Pollution marine
- Pollution par les déchets dangereux
- Déchets solides, eaux usées et autres formes de pollution d'origine tellurique



CHANGEMENTS ET VARIABILITÉ CLIMATIQUES

Objectif : Améliorer dans les pays insulaires océaniques la compréhension des questions liées aux changements, à la variabilité climatiques et à l'élévation du niveau de la mer et renforcer leurs capacités à y répondre.

Grands axes :

- Renforcement des services météorologiques
- Compréhension des changements et de la variabilité climatiques
- Élévation du niveau de la mer
- Impacts et vulnérabilité
- Adaptation et atténuation
- Élaboration de politiques en matière de changements climatiques

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Objectif : Renforcer les capacités régionales et nationales dans le but d'intégrer la recherche, l'information, la planification et la gestion environnementales au processus de développement, de manière à mettre en évidence les obstacles comme les possibilités.

Ce grand secteur de réalisation a essentiellement pour objet de favoriser l'intégration des questions et objectifs environnementaux et des réformes et actions menées par les Membres du PROE en vue de leur déve-

loppement social, physique et économique. L'objectif à long terme du Plan d'action étant de favoriser l'avènement du développement durable, on s'attachera à intégrer les objectifs, les activités et les retombées des autres grands secteurs de réalisation tout en répondant aux besoins spécifiques du développement durable par la formation, la mise à disposition d'outils de décision et l'adoption de textes législatifs et de programmes politiques favorisant cette intégration.

Grands axes :

- Commerce, investissement et environnement
- Tourisme durable
- Intégration de l'environnement et du développement
- Démographie, établissements humains et urbanisation
- Partenariats entre les secteurs public et privé



6.2 Tableau illustrant les liaisons et l'intégration avec les éléments et les objectifs stratégiques inscrits au Plan d'action 2001 - 2004, les retombées escomptées des travaux du Secrétariat et les indicateurs de performance quinquennaux correspondant aux quatre grands secteurs de réalisation (GSR).

a satisfaction pleine et entière des retombées escomptées et des éléments des GSR et des grands secteurs de réalisation et l'aboutissement des grands axes seront largement fonction de la capacité institutionnelle des Membres du PROE et de leur aptitude à gérer et à mettre en œuvre les programmes et les résultats au niveau national. Elles dépendront également de l'aptitude du Secrétariat du PROE à fournir en temps utile l'assistance requise pour compléter et étayer les moyens des pays membres.

Les tableaux ci-après présentent les processus, mécanismes et outils dont usera le Secrétariat pour soutenir le renforcement des capacités et le renforcement des institutions des membres insulaires du PROE. Ces processus et services ne sont pas précisément identifiés dans les descriptions des résultats du Plan directeur en raison de la nature quinquennale de celui-ci. Ils seront en revanche spécifiquement traités et identifiés dans les programmes de travail annuels du Secrétariat.

PLANIFICATION DES POLITIQUES ET RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

- Soutien à l'élaboration et à la planification des politiques
- Cadre législatif
- Constitution du Fonds fiduciaire
- Élaboration de dossiers de projets

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES

- Formation (y compris professionnelle et spécialisée)
- Éducation
- Sensibilisation et conscientisation du public

COMMUNICATION ET INFORMATION

- Centre de documentation
- Technologie de l'information
- Publications et relations publiques
- Constitution de réseaux

SOUTIEN ET CONSEIL TECHNIQUE

- Réponse aux demandes de conseil scientifique ou technique émanant des membres et ne relevant pas des autres domaines d'intervention
- Bureau d'assistance technique
- Projets pilote

Les **tableaux** ci-après présentent les **processus, mécanismes et outils** dont usera le Secrétariat pour soutenir le **renforcement des capacités** et le ren-

forcement des institutions des membres insulaires du PROE



GSR 1 : Conservation de la nature

But : protection effective du patrimoine naturel du Pacifique insulaire fondée sur la conservation et la gestion durables des ressources naturelles et de la diversité biologique.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
GSR 1.1 Zones de conservation But : conserver et gérer durablement et efficacement la diversité biologique et des ressources marines in situ, notamment par le truchement des approches communautaires.	1.1.1 Augmentation de la surface totale à haute valeur de biodiversité et de la représentativité des ressources naturelles qui font l'objet de conservation et de gestion durable (par le biais des zones de conservation).	<ul style="list-style-type: none"> • Acceptation et application dans toute la région du modèle de zone de conservation (ZC) aux fins de conservation de la nature. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de pays insulaires océaniques qui appliquent le principe des zones de conservation dans leurs activités de conservation de la nature. • Nombre de ZC qui ont atteint l'autonomie financière tout en conservant leur statut de zone protégée.
	1.1.2 La santé, l'intégrité et le statut des zones de conservation, des écosystèmes, des habitats et des espèces du Pacifique insulaire sont préservés ou restaurés.	<ul style="list-style-type: none"> • Des indicateurs biologiques et des méthodes de surveillance continue ont été élaborés et sont communément utilisés. • Des mesures de maintenance ou de restauration sont prises ou maintenues. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de zones de conservation ou de sites dotés de programmes de surveillance continue. • Ponctualité des rapports de surveillance sur le statut des zones de conservation, des écosystèmes et des espèces. • Nombre de stages et autres activités de formation à l'utilisation des indicateurs et des méthodes de surveillance organisés.
	1.1.3 Meilleure appréciation des avantages de la valeur de la conservation de la biodiversité à tous les niveaux dans les pays insulaires océaniques.	<ul style="list-style-type: none"> • Zones de conservation modèles démontrant le double avantage représenté par la conservation et le développement durable. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de petites entreprises opérant rentablement dans les zones de conservation.
	1.1.4 Meilleure acceptation de la valeur des pratiques traditionnelles utiles pour la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources.	<ul style="list-style-type: none"> • Recours plus fréquent aux pratiques traditionnelles utiles en matière de conservation de la biodiversité et de gestion des ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de pays insulaires océaniques qui intègrent les pratiques de gestion traditionnelles dans leur législation. • Nombre de plans visant la gestion des ressources et les zones de conservation, ainsi que la faune et la flore sauvages, qui intègrent les pratiques et méthodes de gestion traditionnelles bénéfiques.



GSR 1 : Conservation de la nature (suite)

But : protection effective du patrimoine naturel du Pacifique insulaire fondée sur la conservation et la gestion durables des ressources naturelles et de la diversité biologique.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
<p>GSR 1.2 Gestion des écosystèmes</p> <p>But : réussir à protéger ou à gérer durablement un échantillon représentatif des divers types d'écosystèmes insulaires océaniques et des espèces de faune et de flore qui leur sont associées.</p>	<p>1.2.1 Capacités des pays insulaires océaniques à protéger et à gérer durablement leurs écosystèmes renforcées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de formation et de renforcement des capacités pertinents offerts à une large gamme ciblée de parties prenantes de la conservation. • Soutien technique et projets visant l'identification des habitats et des espèces qui doivent faire l'objet de protection et de gestion pour survivre. • Sensibilisation accrue, dans les pays insulaires océaniques, aux écosystèmes marins menacés qui revêtent une importance particulière au niveau régional ou international. • La planification de la conservation de la biodiversité est renforcée au niveau local et au niveau national. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de stages organisés, de programmes de formation lancés et de stagiaires formés à la gestion des écosystèmes et autres sujets connexes. • Nombre de campagnes de sensibilisation menées au niveau national et au niveau régional. • Nombre de pays insulaires océaniques dotés de stratégies, de plans d'action nationaux pour la diversité biologique (NBSAP) et de plans de gestion côtière intégrée. • Nombre d'initiatives de conservation lancées qui ciblent des écosystèmes et des ressources en grand danger (d'extinction).
	<p>1.2.2 Écosystèmes marins et terrestres protégés importants aux niveaux local, régional et international plus nombreux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • De nouvelles zones abritant des écosystèmes marins et terrestres importants aux niveaux local, régional et international font l'objet de mesures de protection ou de gestion durable. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de projets lancés au niveau communautaire pour inculquer les meilleures pratiques et les leçons applicables à la gestion communautaire aux fins de l'utilisation durable et de la conservation d'écosystèmes et de ressources spécifiques.
	<p>1.2.3 Les dangers les plus urgents menaçant les écosystèmes sont prévenus, éliminés ou réduits.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures prises aux niveaux local, régional et international pour prévenir, éliminer ou réduire les dangers les plus urgents menaçant les écosystèmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de 10% au moins du nombre d'écosystèmes d'importance critique soumis à des régimes de gestion ou de développement durable d'ici 2004.
	<p>1.2.4 La gestion des milieux insulaires et côtiers est intégrée dans les pays insulaires océaniques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Programme de formation et projets expérimentaux intégrant des politiques, des stratégies et des orientations physiques et économiques pour la gestion du littoral dans les pays insulaires océaniques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de mesures prises aux niveaux local, régional et international pour prévenir, éliminer ou réduire les dangers les plus urgents menaçant les écosystèmes.
	<p>1.2.5 Meilleure utilisation des ressources dans les méthodes de conservation et de planification dans les pays insulaires océaniques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Projets pilote démontrant les moyens d'intégrer la gestion de la conservation et du développement durable au niveau local. 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats des projets pilote acceptés et mis en œuvre par les pays membres.
	<p>1.2.6 Meilleure intégration des stratégies, programmes et résultats environnementaux aux initiatives nationales en matière de développement socioéconomique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Projets expérimentaux illustrant les meilleures pratiques de gestion communautaire des zones marines protégées. 	



GSR 1 : Conservation de la nature (suite)

But : protection effective du patrimoine naturel du Pacifique insulaire fondée sur la conservation et la gestion durables des ressources naturelles et de la diversité biologique.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
<p>GSR 1.3 Protection des espèces</p> <p>But : effectivement protéger les populations viables de toutes les espèces classées menacées et/ou en voie d'extinction par l'UICN.</p>	<p>1.3.1 Augmentation du nombre d'espèces menacées et/ou en voie d'extinction d'importance locale, régionale ou internationale effectivement protégées</p>	<ul style="list-style-type: none"> Des interventions adaptées à des sites particuliers afin de protéger des espèces menacées et/ou en voie d'extinction sont menées ou soutenues. Le statut des espèces en voie de disparition de la région est établi et documenté ; les priorités de conservation sont établies. 	<ul style="list-style-type: none"> Nombres de projets lancés ou soutenus en vue du rétablissement de la population des espèces et autres initiatives visant des espèces particulières. Nombre d'activités de surveillance d'espèces clé soutenues aux niveaux local, national et régional.
	<p>1.3.2 La capacité des pays insulaires océaniques à se protéger contre les menaces (espèces envahissantes, surpêche, etc.) et à atténuer les dangers existants est renforcée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Consolidation des législations et réglementations visant à protéger les pays insulaires océaniques des espèces envahissantes exotiques menaçant leur diversité biologique. Capacité d'application de la législation et de la réglementation améliorée. Prise de conscience accrue de la menace que constituent les espèces envahissantes exotiques pour le biote endémique et de la situation des espèces en voie d'extinction dans les pays insulaires océaniques. 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'espèce en voie de disparition dont le statut a été déterminé et saisi dans les bases de données internationales appropriées. Nombre de stages régionaux et nationaux organisés pour renforcer la législation et la réglementation des pays insulaires océaniques. Intensification des efforts en matière de production de guides d'excursions et de supports pédagogiques, de promotion médiatique et d'organisation d'ateliers de formation (en nombre et en pourcentage d'augmentation par rapport au niveau actuel). Des réseaux régionaux de communication ont été créés et/ou renforcés à l'appui de la protection des espèces particulièrement importantes aux niveaux régional et international.
	<p>1.3.3 Les dangers les plus urgents menaçant les écosystèmes sont prévenus, éliminés ou réduits.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Des mesures de réduction ont été prises contre les dangers les plus urgents menaçant les écosystèmes, les espèces et les habitats. 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'accords de collaboration avec des ONG et des ministères compétents en matière de conservation des espèces. Nombre de pays insulaires océaniques qui mènent des activités (plans, politiques ou programmes) visant à prévenir, éliminer ou réduire les dangers les plus urgents menaçant leur diversité biologique.



GSR 1 : Conservation de la nature (suite)

But : protection effective du patrimoine naturel du Pacifique insulaire fondée sur la conservation et la gestion durables des ressources naturelles et de la diversité biologique.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
<p>GSR 1.4 Sécurité biologique, accès aux ressources génétiques et droits de propriété intellectuelle</p> <p>But : coordonner efficacement les activités de conservation de la nature en faisant jouer des mécanismes régionaux, existants ou nouveaux, et soutenir les efforts des pays insulaires océaniques en matière de négociation et de mise en œuvre des conventions régionales et internationales pertinentes.</p>	<p>1.4.1 Les pays insulaires océaniques ont signé la CDB et d'autres conventions internationales et régionales pertinentes et disposent des moyens nécessaires à leur mise en œuvre.</p> <p>1.4.2 Les capacités des pays insulaires océaniques à participer efficacement aux réunions régionales et internationales relatives à la CDB et à d'autres conventions environnementales sont renforcées.</p> <p>1.4.3 Les activités régionales du PROE sont correctement coordonnées avec celles des membres et d'autres organisations régionales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Dans les pays insulaires océaniques, prise de conscience intensifiée des questions d'intérêt national, régional et international relatives à la CDB et à d'autres conventions environnementales. Des initiatives ont été lancées au niveau régional pour soutenir et compléter les actions entreprises par les pays au sujet de problèmes visés par les conventions. Les mécanismes existants en matière de coordination des activités nationales et régionales concernant la nature sont maintenus et renforcés. 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de réunions régionales (stages de formation et de planification, etc.) au cours desquelles la prise de conscience de la sécurité biologique et les connaissances en la matière, l'accès aux ressources génétiques, les droits de propriété intellectuelle, les espèces exotiques envahissantes et les mécanismes de documentation et de diffusion des informations font l'objet de discussions. Nombre d'initiatives coordonnées par le PROE soutenant les pays insulaires océaniques aux fins de mise en œuvre de la CDB. Nombre de réunions internationales relatives à la CDB au cours desquelles le PROE a participé pour apporter son concours aux pays insulaires océaniques. La Table ronde annuelle des îles du Pacifique pour la conservation de la nature est maintenue et renforcée. La Stratégie d'action océanique pour la conservation de la nature dans le Pacifique 1999 – 2002 est révisée et mise à jour en tant que de besoin. 7ème Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées réunie, principales résolutions et recommandations mises en œuvre.
<p>GSR 1.5 Gestion traditionnelle des ressources</p> <p>But : Promouvoir et appliquer sagement le savoir traditionnel au service de la conservation et de la gestion durable des ressources.</p>	<p>1.5.1 Acceptation plus nette de la valeur et de l'importance des pratiques traditionnelles bénéfiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Pratiques et méthodes traditionnelles durables communément intégrées à la pratique de la gestion des ressources et de la conservation de la biodiversité. Intégration des pratiques traditionnelles de gestion des ressources dans les textes de loi nationaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Plans de gestion des ressources et de conservation intégrant les pratiques et méthodes traditionnelles dans toutes les zones de conservation. Meilleure prise de conscience des pratiques traditionnelles de gestion des ressources dans toutes les zones de conservation.



GSR 2 : Prévention de la pollution

But : renforcer la capacité des membres du PROE à lutter et à se prémunir contre la pollution marine, les déchets dangereux, les déchets solides, les eaux usées et autres formes de pollution d'origine tellurique et à honorer leurs obligations au titre des instruments juridiques internationaux et régionaux.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
GSR 2.1 Pollution marine But : évaluer les risques actuels et potentiels de pollution marine et aider les membres du PROE à améliorer leur capacité à prévenir effectivement les incidents générateurs de pollution et à intervenir en cas d'incident.	2.1.1 Amélioration des capacités de lutte contre les déversements en milieu marin.	<ul style="list-style-type: none"> Plan d'action régional (PACPLAN) élaboré et adopté par les pays insulaires océaniques Plans d'action nationaux élaborés et adoptés. Personnel formé et responsabilités attribuées. Stratégie régionale pour les matériels et équipements d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures en mer. 	<ul style="list-style-type: none"> Degré élevé de préparation au niveau national et régional. Adoption du PACPLAN par tous les pays de la région. Plans nationaux élaborés et adoptés dans quatorze pays insulaires océaniques Au moins deux postes clé occupés par des agents formés, dans chaque pays Approbation par les membres du PROE de la Stratégie régionale pour les matériels et équipements d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures en mer.
	2.1.2 Gestion des déchets des navires améliorée.	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'audit de caractérisation des déchets et des installations achevés pour vingt îles du Pacifique. Chaque pays dispose d'une stratégie pour la gestion des déchets. Spécifications établies en vue d'un module de formation de niveau tertiaire à la gestion des déchets des navires. Programme régional de recyclage des huiles usées. 	<ul style="list-style-type: none"> Implantation de systèmes de gestion et d'installations améliorées. Acceptation formelle du rapport par chaque pays. Acceptation par chaque pays et engagement à mettre en œuvre. Adoption et utilisation du module par les Centres de formation maritimes de la région. Programmes de collecte et de recyclage des huiles usées en place dans chaque pays.
	2.1.3 Conventions maritimes régionales et internationales mieux respectées.	<ul style="list-style-type: none"> Acceptation du rapport par l'État de Kosrae et accord pour sa mise en œuvre. Législation type visant à faciliter la mise en œuvre des conventions au niveau national. Rapport sur la révision des protocoles de la Convention de Nouméa assorti de propositions d'amendement. 	<ul style="list-style-type: none"> Acceptation du rapport par le gouvernement de l'État de Kosrae. Nombre de ratifications et degré de mise en œuvre des conventions. Législation nationale promulguée et conventions ratifiées par cinq pays. Avalisation des propositions lors d'un atelier de révision et adoption lors d'une conférence des Parties en 2002.



GSR 2 : Prévention de la pollution (suite)

But : renforcer la capacité des membres du PROE à lutter et à se prémunir contre la pollution marine, les déchets dangereux, les déchets solides, les eaux usées et autres formes de pollution d'origine tellurique et à honorer leurs obligations au titre des instruments juridiques internationaux et régionaux.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
<p>GSR 2.2 Pollution par les déchets dangereux</p> <p>But : évaluer et améliorer les capacités des pays insulaires océaniques à gérer efficacement les matières dangereuses, notamment à éliminer les dangers posés par les stocks de déchets existants et à respecter la disposition des conventions régionales.</p>	<p>2.2.1 Les risques découlant de l'exposition aux déchets dangereux sont réduits par l'élimination ou par le traitement des stocks.</p> <p>2.2.2 Meilleure capacité de gestion des produits chimiques dangereux et des déchets dangereux par les pays insulaires océaniques.</p> <p>2.2.3 Ratification et application des conventions pertinentes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Achèvement du projet AusAID d'élimination des pesticides contenant des PBC et des polluants organiques persistants (POP). • Élimination d'autres déchets identifiés dans le rapport de Projet de gestion des polluants organiques persistants dans les pays insulaires du Pacifique (POPs in PICs) de 2000 : financements garantis et projets mis en œuvre. • Monographie nationale sur les produits chimiques terminée dans chaque pays insulaire océanique. • Plan national de gestion des déchets dangereux dans chaque pays insulaire océanique • Installations de traitement des déchets dangereux dans certains pays insulaires océaniques. • Rapport régional sur l'évaluation et la gestion des substances toxiques persistantes. • Entrée en vigueur de la Convention de Waigani. • Législation type pour l'application des conventions de Bâle et de Waigani. 	<ul style="list-style-type: none"> • Degré d'élimination des stocks. • Quantités de déchets éliminés et acceptation du rapport de projet par AusAID. • Degré d'attention accordé au traitement des déchets. • Nombre de systèmes de gestion des déchets dangereux mis en place dans les pays insulaires océaniques. • Adoption officielle et mise en œuvre des recommandations. • Adoption officielle et mise en œuvre des plans d'action. • Mise en œuvre et opération des installations de traitement des déchets dangereux. • Approbation du rapport régional par les membres du PROE et acceptation par le PNUE.
<p>GSR 2.3 Déchets solides, eaux usées et autres formes de pollution d'origine tellurique</p> <p>But : développer et améliorer les capacités des pays membres du PROE à gérer les sources de pollution d'origine tellurique, notamment les déchets solides et les eaux usées.</p>	<p>2.3.1 Réduction des quantités de déchets, notamment le plastique, le papier et les déchets organiques.</p> <p>2.3.2 Capacité de gestion des déchets solides améliorée.</p> <p>2.3.3 Activités de gestion des eaux d'égout et autres sources de pollution d'origine tellurique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Matériel pédagogique pour l'éducation du public (vidéos, affiches et notices éducatives). • Principes directeurs pour les programmes nationaux de sensibilisation. • Mise au point de programmes de recyclage dans quatre pays insulaires océaniques. • Plan d'action pour la gestion des déchets pour chaque pays insulaire océanique (élaboré pendant les ateliers régionaux). • Principes directeurs applicables à la conception et à la gestion de décharges. • Rapports sur les projets expérimentaux sur les déchets. • Rapport régional sur la mise en œuvre du Programme d'action mondial du PNUE pour la protection de l'environnement marin contre la pollution d'origine tellurique (GPA) • Mise en place d'un centre régional de documentation du Programme d'action mondial (GPA). • Plan régional d'action stratégique pour la gestion des eaux usées (avec la SOPAC). 	<ul style="list-style-type: none"> • Composition et quantités des déchets. • Matériels pédagogiques incorporés aux programmes nationaux dans au moins quatorze pays insulaires océaniques. • Programme de sensibilisation aux déchets en cours dans chaque pays insulaire océanique. • Personnel formé, systèmes de gestion des déchets efficaces et améliorations apportées aux installations d'élimination. • Plans adoptés et effectivement mis en œuvre dans chaque pays insulaire océanique • Principes directeurs officiellement adoptés par chaque pays insulaire océanique. • Méthodes recommandées adoptées par d'autres pays insulaires océaniques. • Programmes de gestion des eaux d'égout et autres sources de pollution d'origine tellurique en cours dans les pays insulaires océaniques. • Agrément des pays insulaires océaniques. • Centre de documentation et de diffusion des informations régulièrement consulté par les agents des pays insulaires océaniques. • Adoption de Plans d'action stratégique par tous les pays insulaires océaniques.



GSR 3 : Changements et variabilité climatiques

But : améliorer dans les pays insulaires océaniques la compréhension des questions liées aux changements, à la variabilité climatiques et à l'élévation du niveau de la mer et renforcer leurs capacités à y répondre.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
<p>GSR 3.1 Renforcement des Services météorologiques nationaux</p> <p>But : renforcer les capacités des pays insulaires océaniques en météorologie et en climatologie.</p>	<p>3.1.1 Amélioration des prévisions météorologiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Un Plan stratégique pour les Services météorologiques nationaux océaniques (SMN). 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du Plan stratégique pour le développement des Services météorologiques nationaux. Conférences annuelles des chefs des services météorologiques.
<p>GSR 3.2 Comprendre la variabilité et les changements climatiques et l'élévation du niveau de la mer</p> <p>But : réduire les incertitudes en matière de prévision du climat et de conception de scénarios par le biais de mécanismes de documentation et de diffusion des informations.</p>	<p>3.2.1 Réduction des incertitudes en matière d'application des scénarios et des prévisions météorologiques.</p> <p>3.2.2 Participation accrue aux réseaux mondiaux d'observation.</p> <p>3.2.3 Meilleure compréhension de la variabilité et des changements climatiques de la part de l'ensemble des intervenants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Consultations concernant un centre régional sur le climat. Renforcement des capacités des réseaux mondiaux d'observation. Utilisation et maintenance des marégraphes. Informations climatologiques collectées et diffusées. 	<ul style="list-style-type: none"> Création d'un centre régional sur le climat Pays insulaires océaniques en mesure de participer aux réseaux mondiaux. Poursuite des activités de surveillance du niveau de la mer dans le respect des normes internationales. Production régulière de mises à jour climatologiques.
<p>GSR 3.3 Impacts et vulnérabilité</p> <p>But : élaborer des cadres pour l'analyse des impacts et de la vulnérabilité.</p>	<p>3.3.1 Amélioration des analyses des impacts et de la vulnérabilité.</p> <p>3.3.2 Meilleure compréhension des variations saisonnières et interannuelles et des changements à long terme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration d'outils et de cadres d'intervention. Programmes de formation et de sensibilisation. Elaborer des méthodologies permettant d'effectuer des évaluations intégrées. Capturer des informations climatologiques et les diffuser par l'intermédiaire des réseaux climatologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Outils et cadres d'intervention pour l'évaluation des impacts et de la vulnérabilité élaborés. Outils utilisés dans les pays insulaires océaniques. Évaluations intégrées des impacts et de la vulnérabilité. Services de renseignements et de prévisions climatologiques fournis à tous les intéressés.



GSR 3 : Changements et variabilité climatiques (suite)

But : améliorer dans les pays insulaires océaniques la compréhension des questions liées aux changements, à la variabilité climatiques et à l'élévation du niveau de la mer et renforcer leurs capacités à y répondre.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
GSR 3.4 Adaptation aux changements climatiques et atténuation des impacts But : améliorer ou renforcer les capacités des pays océaniques aux fins d'identification des options d'adaptation ou d'atténuation et prendre des mesures d'intervention.	3.4.1 Stratégies d'adaptation et de mesures d'intervention efficaces.	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de méthodes et de modèles sur l'adaptation dans le contexte du développement socioéconomique. Consultations et renforcement des capacités en vue de l'élaboration de mesures d'intervention. 	<ul style="list-style-type: none"> Méthodologies et modèles relatifs à l'adaptation élaborés dans la région. Options d'adaptation envisageables identifiées et évaluées. Politiques élaborées pour chaque secteur.
	3.4.2 Réduction des gaz à effet de serre accomplie.	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des coefficients d'émission dans la région. Cadre pour les transferts de technologie vérifié et appliqué. Mécanisme du développement propre (MDP) évalué dans la région. 	<ul style="list-style-type: none"> Inventaires de gaz à effet de serre et coefficients d'émission améliorés. Technologies utilisant les ressources énergétiques renouvelables évaluées, puis transférées. Dispositions relatives au MDP en place.
GSR 3.5 Élaboration de politiques en matière de changements climatiques But : renforcer et poursuivre l'élaboration de politiques par les pays insulaires océaniques en coopération avec des partenaires multiples à tous les niveaux.	3.5.1 Amélioration des corrélations entre science et politique.	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite des conférences liant sciences et politique. Processus de table ronde renforcé. Équipes nationales valorisées et renforcées. 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite du soutien au Cadre régional océanique pour les changements climatiques, la variabilité climatique et l'élévation du niveau de la mer.
	3.5.2 Meilleure intégration des questions relatives à la variabilité et aux changements climatiques.	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation et formation à l'élaboration de politiques. Améliorer le processus de stratégie de mise en œuvre nationale. 	<ul style="list-style-type: none"> Dispositions institutionnelles permettant de veiller à ce que les équipes nationales soient en mesure de coordonner l'élaboration de politiques.
	3.5.3 Adoption de politiques régionales et internationales répondant aux priorités des pays insulaires océaniques.	<ul style="list-style-type: none"> Préparer des informations, des séances préparatoires et des conseils afin de valoriser la participation. 	
	3.5.4 Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie régionale pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal.	<ul style="list-style-type: none"> Préparer des informations, des séances préparatoires et des conseils afin de valoriser la participation. Activités de sensibilisation et consultations au sujet des substances destructrices de l'ozone (SDO) dans les pays insulaires océaniques. Ratification de l'amendement pertinent du Protocole de Montréal. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de législation nationale. Stratégie élaborée et avalisée par les pays insulaires océaniques. Mise en œuvre des mesures prioritaires pour réduire l'utilisation des SDO dans les pays insulaires océaniques. Législation nationale mise en œuvre.



GSR 4 : Développement économique

But : renforcer les capacités régionales et nationales dans le but d'intégrer la recherche, l'information, la planification et la gestion environnementales au processus de développement, de manière telle à mettre en évidence les obstacles comme les possibilités.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
<p>GSR 4.1 Intégration des questions d'environnement et de développement</p> <p>But : renforcer les capacités de prise de décision intégrée en matière d'environnement au niveau régional comme au niveau national.</p>	<p>4.1.1 Enrichissement du corpus de données utilisées aux fins de la conception des programmes de développement durable et de la prise de décisions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Planification et gestion de l'information dans le cadre d'un processus permettant d'identifier le potentiel ainsi que les contraintes. Collecte d'information de référence sur la couverture terrestre pour rendre possible les évaluations et la surveillance de l'environnement aux niveaux national et régional (2001 – 2004). Formation aux SIG et à la télédétection pour les initiatives relatives au développement durable. 	<ul style="list-style-type: none"> Les lacunes relevées dans les données sur la couverture terrestre, la foresterie et l'utilisation des sols ont été comblées. Catalogue des données de référence sur la région compilé et compatible avec les systèmes de catalogage et/ou d'information géographique (SIG) adaptés ou adoptés par les pays insulaires océaniques.
	<p>4.1.2 Amélioration des rapports sur l'état de l'environnement publiés aux niveaux national et régional.</p>	<ul style="list-style-type: none"> « Trousses à outils » et conseils sur les moyens d'identifier les besoins en données prioritaires, les problèmes, besoins en matière de politiques, les éléments moteurs et les indicateurs des changements environnementaux. Les pays insulaires océaniques préparent les rapports sur l'état de l'environnement et sur l'avenir de l'environnement mondial en se servant des mêmes indicateurs-clé ou composés. 	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation des mêmes bases de données de GIS et relationnelles pour préparer les rapports sur l'état de l'environnement et sur l'avenir de l'environnement.
	<p>4.1.3 Élargissement des sources de données pour l'indexation et l'évaluation de la vulnérabilité régionale, programmes de gestion de la conservation, de la protection de l'environnement et du développement durable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Aide à la fourniture ou à la production de données de référence pour aider aux évaluations de vulnérabilité, adaptation et d'atténuation (changements climatiques par exemple) et création de systèmes d'indexage pour la région. 	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes d'inventaire des ressources améliorés et normalisés pour les évaluations et la surveillance environnementales aux fins des rapports sur l'état de l'environnement et des évaluations de vulnérabilité.
	<p>4.1.4 Amélioration des méthodes d'utilisation des ressources et des outils et techniques de conservation et de planification dont disposent les pays insulaires océaniques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation et diffusion d'un inventaire des techniques actuelles d'évaluation environnementales sous la forme d'une « Trousse à outils ». Projets expérimentaux intégrant des politiques, des stratégies et des orientations physiques et économiques pour la gestion du littoral. Démonstration de moyens d'utiliser l'évaluation et la planification stratégiques de l'environnement aux fins du développement durable. 	<ul style="list-style-type: none"> « Trousses à outils » de techniques d'évaluation et de planification de l'environnement pour les activités de développement relatives aux établissements urbains et ruraux utilisées ou adoptées par les pays insulaires océaniques.
	<p>4.1.5 Meilleure intégration des stratégies, programmes et résultats environnementaux aux initiatives nationales en matière de développement socioéconomique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Matériels de formation et « Trousse à outils » sur l'économie environnementale pour l'évaluation environnementale ainsi que l'élaboration ou l'évaluation de l'utilisation des ressources dans un secteur ou plusieurs. Manuel de programmes d'étude élaboré pour les établissements d'enseignement nationaux et régionaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Acceptation et utilisation des techniques de comptabilisation des valeurs des ressources naturelles pour la planification environnementale, les études d'impact et la conservation. Acceptation et utilisation des techniques de comptabilisation des valeurs des ressources naturelles pour la gestion des affaires publiques et les rapports sur l'état de l'environnement. Utilisation de cours sur la comptabilisation des valeurs des ressources naturelles dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur.



GSR 4 : Développement économique (suite)

But : renforcer les capacités régionales et nationales dans le but d'intégrer la recherche, l'information, la planification et la gestion environnementales au processus de développement, de manière telle à mettre en évidence les obstacles comme les possibilités.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
KRA 4.2 Commerce, investissement et environnement But : renforcer les capacités nationales et régionales pour favoriser la complémentarité des décisions concernant les investissements, les activités commerciales et la protection environnementale.	4.1.6 Renforcement des interventions régionales aux fins de mise en œuvre des évaluations environnementales dans les pays.	<ul style="list-style-type: none"> Bureau d'aide à l'évaluation environnementale créé. Réseau de spécialistes de l'évaluation environnementale et de parties intéressées constitué. 	<ul style="list-style-type: none"> Bureau d'aide à l'évaluation environnementale utilisé par les pays insulaires océaniques. Réseaux de chargés de l'évaluation environnementale, de conseillers, d'instituts de recherche et d'Associations professionnelles activés.
	4.1.7 Meilleure intégration des stratégies de conservation et de gestion des zones côtières et des bassins hydrographiques sur lesquels s'appuie le développement économique.	<ul style="list-style-type: none"> Projets pilote et programmes/projets d'application pratique démontrant les moyens d'intégrer la gestion de la conservation et du développement durable au niveau local. 	<ul style="list-style-type: none"> Résultats des projets pilote acceptés et mis en œuvre par les pays membres.
KRA 4.3 Tourisme durable But : renforcer les capacités des parties intéressées aux niveaux national et régional afin de veiller à la compatibilité du développement touristique avec la pérennité de l'environnement.	4.2.1 Meilleure connaissance des liens entre commerce, mondialisation, investissement et environnement aux niveaux national et régional.	<ul style="list-style-type: none"> Recherches et analyse concernant les liens entre les échanges commerciaux pertinents pour la région. Réseaux régionaux de conseillers et de parties prenantes au développement physique et économique. Activités de formation, d'information et de sensibilisation relatives aux liens existants entre les négociations internationales sur les échanges commerciaux et leurs implications pour l'environnement de la région. 	<ul style="list-style-type: none"> Haut degré de collaboration entre les représentants officiels des membres du PROE et les spécialistes du commerce et de l'environnement du CORP rendue possible par la mise en place et par l'utilisation des réseaux.
	4.2.2 Amélioration des stratégies permettant de générer des interventions respectueuses de l'environnement en réponse aux initiatives relevant de la mondialisation des échanges et des investissements	<ul style="list-style-type: none"> Projets expérimentaux d'intégration des législations, des politiques (économique, sociale et physique) et des procédures et processus administratifs permettant de prendre en compte les liens entre investissement, échanges commerciaux et environnement. Élaboration de cadres d'intervention aux fins d'évaluation des implications pour l'environnement, des avantages potentiels et des coûts afférant aux stratégies portant sur les échanges commerciaux et leur libéralisation ainsi que l'investissement. 	<ul style="list-style-type: none"> L'évolution des institutions des pays insulaires océaniques démontre une meilleure compréhension des liens entre les échanges commerciaux, l'investissement et l'environnement.
	4.3.1 Prise de conscience écologique et responsabilité des acteurs du tourisme.	<ul style="list-style-type: none"> Aide à l'analyse des liens entre tourisme et environnement dans la région. En collaboration avec l'OOT, renforcer les réseaux des intervenants de la région qui sont impliqués dans les liens entre tourisme et environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> Constitution d'un réseau d'institutions et de spécialistes fournissant des conseils juridiques, politiques et techniques avertis au secteur du tourisme.
	4.3.2 Amélioration des capacités régionales et nationales d'évaluation des impacts du tourisme sur l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Cadres d'intervention nationaux et régionaux et principes directeurs élaborés aux fins de l'évaluation des impacts du tourisme sur l'environnement. Projets pilotes de démonstration de l'évaluation environnementale et études de cas ciblant les outils du développement du tourisme durable. 	<ul style="list-style-type: none"> Adoption, adaptation et/ou application des politiques, principes directeurs et stratégies du développement d'un tourisme durable par le secteur du tourisme.
	4.3.3 Prise en compte effective des considérations écologiques lors de l'élaboration des politiques touristiques.	<ul style="list-style-type: none"> Listes de contrôle et documents d'information sur les meilleures pratiques édités pour veiller à l'intégration des questions environnementales aux politiques économiques régissant le tourisme. 	<ul style="list-style-type: none"> Acceptation et utilisation de listes de contrôle par les organismes du CORP et les intervenants du tourisme pour veiller à l'intégration des questions environnementales aux politiques économiques régissant le tourisme.



GSR 4 : Développement économique (suite)

But : renforcer les capacités régionales et nationales dans le but d'intégrer la recherche, l'information, la planification et la gestion environnementales au processus de développement, de manière telle à mettre en évidence les obstacles comme les possibilités.

Grand axe et buts	Retombées escomptées (correspondant à un grand axe)	Réalisations sur 5 ans (correspondant à une retombée escomptée)	Indicateurs de performance (correspondant à des réalisations)
<p>GSR 4.4 Démographie, établissements humains et urbanisation</p> <p>But : renforcer les capacités nationales et régionales de prise de décisions impactant sur les questions environnementales et sur les décisions relatives aux questions démographiques, à l'urbanisation et aux établissements humains.</p>	<p>4.4.1 Renforcement des capacités de traitement des impacts des établissements humains sur le développement.</p> <p>4.4.2 Mise en relation des objectifs de protection environnementale et des décisions relatives aux questions démographiques, à l'urbanisation et aux établissements humains.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Réseaux régionaux regroupant des spécialistes de la planification et de la gestion de l'environnement et des associations professionnelles constitués à l'échelle régionale. Le bureau d'aide à l'évaluation environnementale concentre son assistance sur les questions liées à la démographie, à l'urbanisation et aux établissements humains. Production de « Trousses à outils » et de fiches d'information traitant des questions de besoins en information et en données, et de techniques d'utilisation des sols et d'évaluation environnementale conçues pour permettre de veiller à ce que les décisions concernant le développement physique intègrent la protection de l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> Mobilisation et mise à disposition de ressources et d'outils aux fins d'application de pratiques environnementales exemplaires au développement rural et urbain. Mécanismes de collaboration établis entre les agences nationales et régionales, les organismes du CORP et les associations privées et professionnelles. Outils intégrant l'évaluation environnementale, l'utilisation des sols, la gestion des ressources et les méthodes d'évaluation stratégique de l'environnement et d'étude d'impact sur l'environnement disponibles pour traiter les questions démographiques, d'urbanisation et relatives aux établissements humains.
<p>GSR 4.5 Partenariats entre les secteurs public et privé</p> <p>But : promouvoir les avantages offerts par les partenariats entre les secteurs privé et public pour la mise à disposition de ressources et de compétences au service de l'environnement.</p>	<p>4.5.1 Soutien aux programmes et initiatives durables par le biais de partenariats entre les secteurs public et privé.</p> <p>4.5.2 Démonstration de processus attestant d'une intégration des savoirs traditionnels et des modes actuels de gestion.</p> <p>4.5.3 Augmentation du nombre de partenariats et des investissements favorisant le développement durable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> « Trousses à outils » pour la planification et l'évaluation environnementales, projets pilotes et études de cas démontrant les moyens pour les communautés de participer effectivement aux prises de décisions. « Trousses à outils », fiches d'information et résultats des activités de formation ciblant et faisant participer les ONG, l'État, les groupes industriels, les associations professionnelles et les membres des communautés. Projets pilotes et études de cas démontrant les moyens d'intégrer le savoir local et traditionnel au processus de prise de décision en matière de planification et de gestion environnementale. Représentation des intéressés et aide dans le cadre de programmes mixtes de protection et de gestion de l'environnement ciblant la gestion des déchets et l'utilisation des sources d'énergie. Élaboration de normes environnementales et de principes directeurs pour les entreprises mixtes. 	<ul style="list-style-type: none"> Démarches participatives favorisées dans les domaines de la planification environnementale, de l'élaboration et de la gestion des actions de protection de l'environnement. Augmentation du nombre des intervenants engagés dans les partenariats favorisant de saines pratiques environnementales. Résultats des projets pilote acceptés et mis en œuvre par les pays hôtes. Parrainage et participation du secteur privé à la protection de l'environnement et aux initiatives en faveur du développement durable. Acceptation par les parties intéressées des normes environnementales et des principes directeurs applicables aux entreprises mixtes, aux parrainages et autres activités commerciales intervenant dans la protection de l'environnement et aux initiatives de développement durable.



PACIFIC ISLANDS PREPARE FOR WSSD

On the edge of a storm, we are building our future together.



L'enjeu qui se présente au Secrétariat est ... **d'améliorer** son **aptitude** à répondre efficacement aux **besoins différents des pays et territoires membres** qu'il a pour mission de servir.



7. Le Secrétariat

ans les années 1980, le PROE était un petit programme rattaché à la Commission du Pacifique sud ; il est aujourd'hui devenu l'une des principales organisations régionales indépendantes du Pacifique. Ce faisant, il est parvenu à attirer un volume considérable de financements à l'appui des activités environnementales dans la région. Au cours des dix dernières années, il s'est en outre doté d'une équipe de cadres professionnels spécialisés qui apportent leurs conseils et assistance en vue de la mise en œuvre des projets engagés dans la région.

Pour les années à venir, l'enjeu qui se présente au Secrétariat est de tirer profit de tous ces points forts afin d'améliorer son aptitude à répondre efficacement aux besoins différents des pays et territoires membres qu'il a pour mission de servir.



7.1 Ressources

7.1.1 Ressources humaines

Le Secrétariat s'est doté de systèmes relativement modernes de gestion des ressources humaines, faisant l'objet de mises à jour régulières, et dont les principes sont énoncés en langage clair et concis par souci de transparence et de cohérence dans leur interprétation et leur application. Ces systèmes sont révisés et améliorés pour mieux structurer les orientations, préparer les nouveaux membres du personnel, encadrer la formation et le perfectionnement des agents et l'organisation des carrières et fournir un cadre d'évaluation récompensant la conscience et la compétence professionnelles.



7.1.2 Ressources financières

Par le passé, la mise en œuvre des plans d'action était largement tributaire du financement des bailleurs. La révision du Plan d'action pour la gestion de l'environnement de la région du Pacifique sud 1997-2000 a montré que plus de 90 pour cent des fonds mis à la disposition du PROE au cours des cinq dernières années provenaient des bailleurs d'aide. Le solde des crédits disponibles était constitué des contributions volontaires des membres, des intérêts produits par les placements des financements décaissés par les bailleurs et non encore affectés et des frais de gestion des projets imputés aux bailleurs. Le gros des fonds fournis par ces derniers est lié à des projets et à des activités spécifiques.



7.1.3. Gestion des ressources - Retombées escomptées et indicateurs de performance

Objectif : Améliorer la transparence et l'efficacité de la gestion et de l'utilisation de nos ressources financières et humaines.

Grands axes :

- Mise en valeur des ressources humaines
- Règlement du personnel, procédures et systèmes administratifs
- Règlement, procédures et systèmes financiers

Mise en valeur des ressources humaines

Retombées escomptées	Indicateurs de performance
1. Personnel compétent et qualifié	1.1 Réalisation d'une analyse des besoins de formation de tous les agents en poste ou nouvellement recrutés 1.2 Mise au point et organisation de programmes de formation du personnel

Règlement du personnel, procédures et systèmes administratifs

Retombées escomptées	Indicateurs de performance
1. Révision et mise à jour du Règlement du personnel	1.1 Révision et modification du Règlement du personnel pour approbation ultérieure par la Conférence du PROE.
2. Révision et mise à jour du Manuel de procédures administratives	2.1 Révision du Manuel de procédures administratives et adoption de politiques, de procédures et de systèmes simples et transparents en matière de : <ul style="list-style-type: none"> • Recrutement et rapatriement • Conditions de service • Assurance et couverture médicale • Descriptifs de fonctions et évaluations du personnel • Communications • Services clientèle • Engagement des consultants • Suivi et évaluation des performances • Achats • Gestion des biens et des actifs • Titres

Règlement, procédures et systèmes financiers

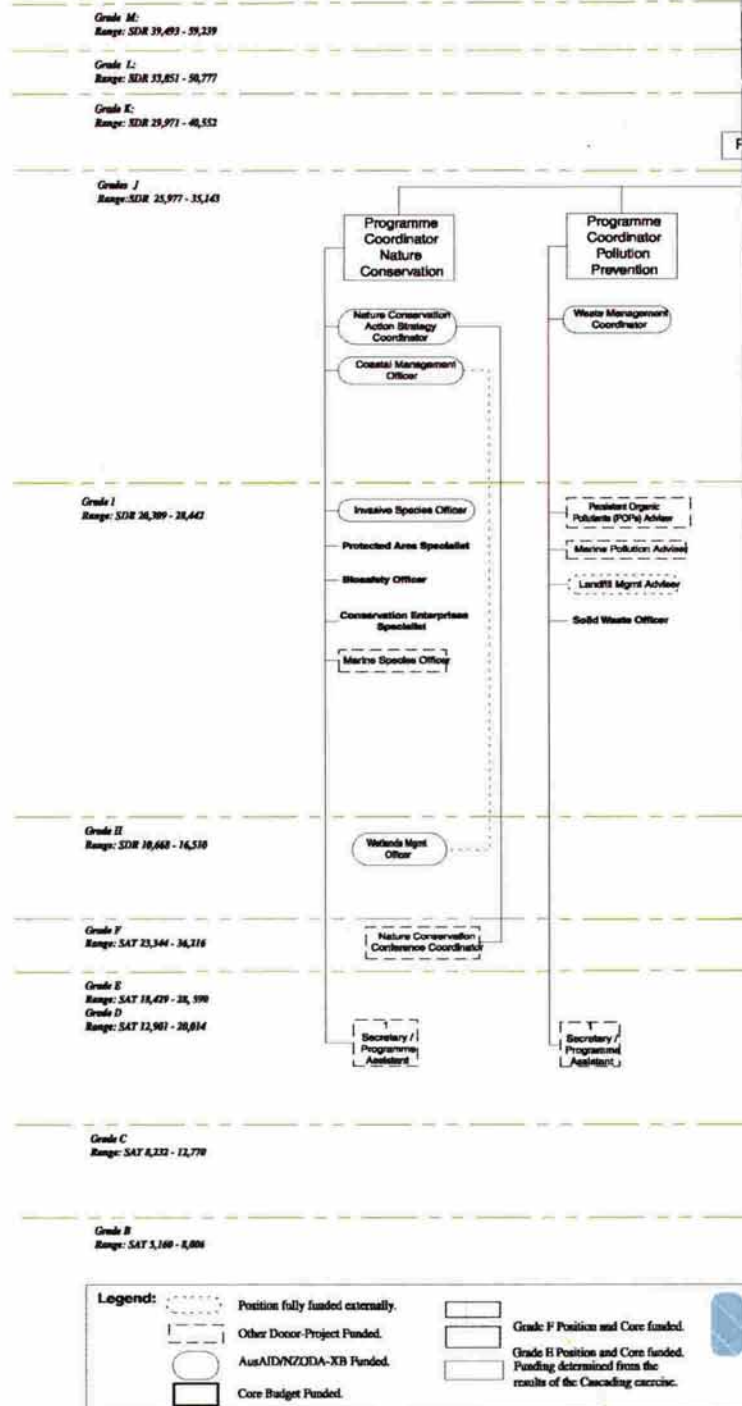
Retombées escomptées	Indicateurs de performance
1. Révision et mise à jour du Règlement financier	1.1 Révision et modification du Règlement financier pour approbation ultérieure par la Conférence du PROE
2. Actualisation du système financier	2.1 Révision du système dans un but de concordance entre le Règlement financier tel qu'amendé, les budgets et les programmes de travail
3. Révision et mise à jour du Manuel de procédures financières	3.1 Révision du Manuel et adoption de politiques et de procédures transparentes en matière de : <ul style="list-style-type: none"> • Traitement des transactions • Suivi et rapports financiers • Procédures de vérification aux comptes et de budgétisation • Gestion des biens et des actifs



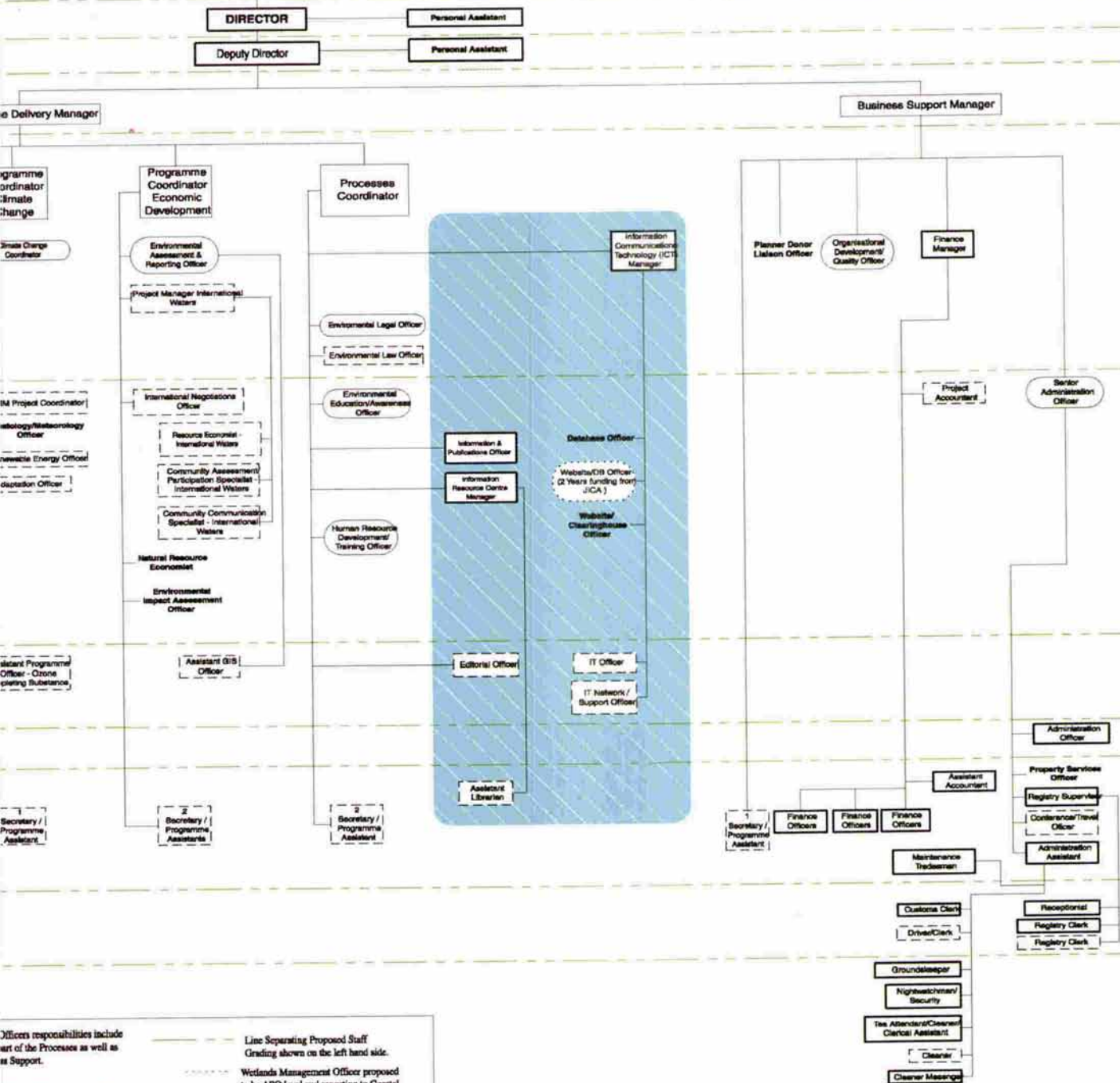
7.2 Structure d'organisation

La structure d'organisation a été révisée en fonction des besoins suivants :

1. Aligner la structure administrative en fonction de la direction stratégique et du mandat du PROE et rendre plus claire la manière dont le Secrétariat du PROE œuvre au service des membres de l'organisation.
2. Veiller à ce que les programmes du PROE soient conçus pour répondre aux besoins des Membres du PROE.
3. Veiller à la réalisation pleine et entière des projets et apporter ainsi une réponse aux besoins des membres.
4. Assumer pleinement la responsabilité de l'efficacité des interventions dans la réalisation des résultats du Plan directeur et du Programme de travail.
5. Promouvoir l'image du PROE en favorisant des contacts de haut niveau plus fréquents entre les cadres supérieurs de l'organisation, les chefs de gouvernement et les hauts fonctionnaires des pays membres.
6. Doter les Membres du PROE des moyens et capacités dont ils ont besoin pour prendre en charge leurs propres interventions et renforcer ces capacités.
7. Améliorer la coordination et l'intégration, non seulement dans le cadre des activités menées mais encore entre les différentes divisions de l'organisation afin qu'une démarche holistique, cohésive et pluridisciplinaire préside à l'élaboration des projets et programmes, à la prestation des services de conseil et, en outre, à la vision et aux principales fonctions du Secrétariat.
8. Se doter de solides capacités 'maison' en matière de planification stratégique, de conception, de planification, de suivi et d'évaluation des projets et s'appuyer sur les compétences disponibles au sein du Secrétariat pour minimiser le recours à des consultants extérieurs.
9. Favoriser une plus grande transparence dans les communications et la préparation des rapports.
10. Pouvoir assurer aux bailleurs de fonds que les personnes et les processus au sein de l'organisation servent effectivement son mandat.
11. Clarifier le processus de gestion des ressources de sorte que le PROE soit en mesure d'anticiper et de se doter des compétences qui lui permettent de répondre aux besoins des membres.
12. Clarifier la nature des relations qui lient le PROE aux bailleurs afin d'optimiser la valorisation des progrès réalisés dans le domaine de l'environnement à l'avantage de la région.



SPREP MEETING



Officers responsibilities include start of the Processes as well as Support.

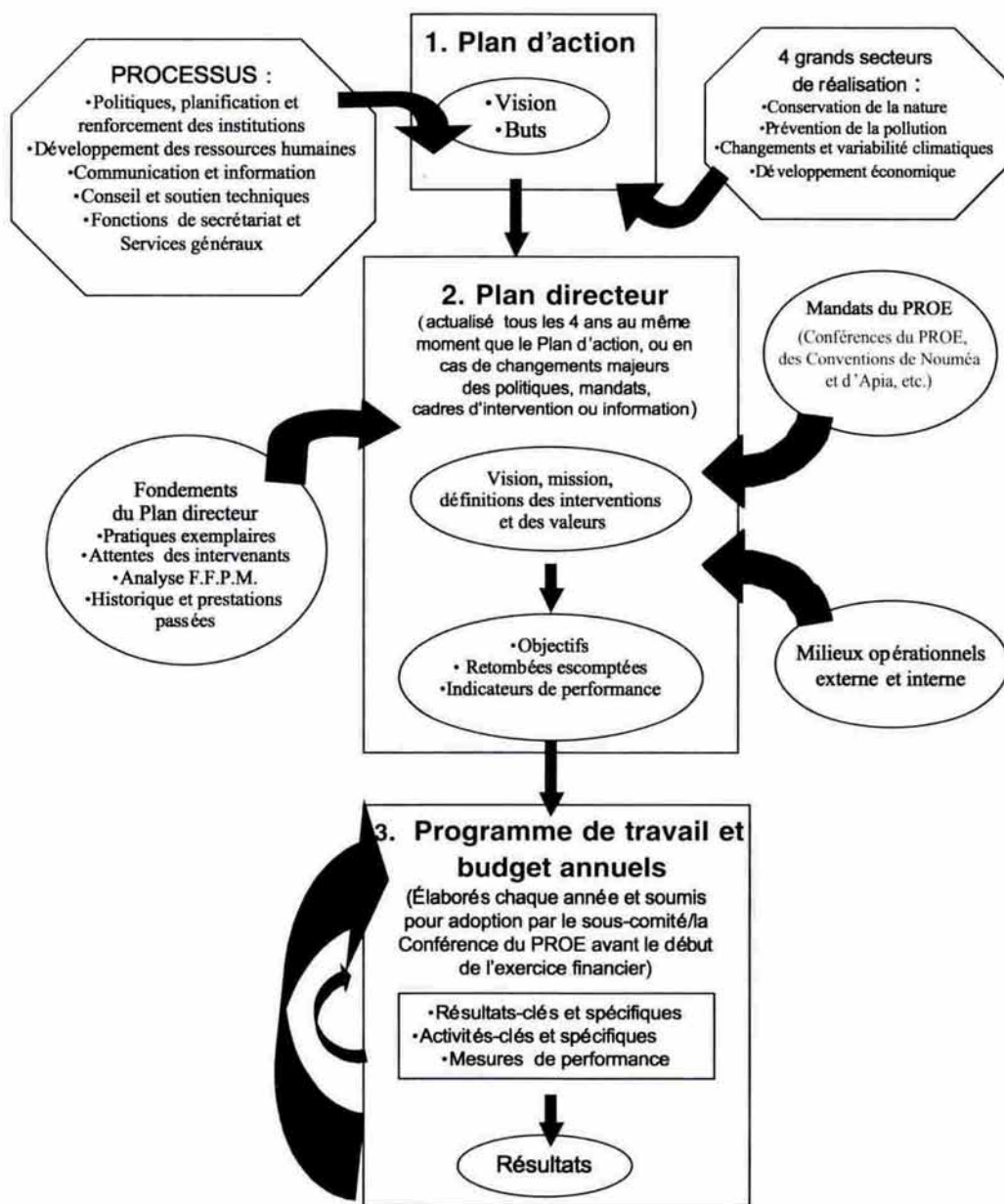
secrets integration across all marine Areas and Processes.

Line Separating Proposed Staff Grading shown on the left hand side.

Wetlands Management Officer proposed to be APO level and reporting to Coastal Management Officer.



Annexe 1 : processus de planification générale



Glossaire

Terme	Description
Plan directeur	Plan à court ou moyen terme, couvrant une période de 5 ans élaboré par le Secrétariat en réponse à la vision et aux objectifs du Pacifique insulaire. Il précise comment le Secrétariat contribuera à la mise en œuvre du Plan d'action. Il définit la vision de l'organisation, sa mission, les retombées escomptées et les indicateurs de performance. Il définit également la manière dont est structurée l'organisation dans le but de contribuer à la réalisation du Plan directeur et, indirectement, du Plan d'action. Il est également appelé Plan d'organisation.
Vision	Les objectifs du Secrétariat à moyen et long terme. La vision définit ce que le Secrétariat entend devenir, où il désire se situer et ce qu'il réalisera au cours de la période faisant l'objet du plan. Par son énoncé, la vision doit inciter aux changements et influencer sur l'opinion et la perception que les gens ont du Secrétariat.
Programme de travail	Le programme de travail présente les grands thèmes, les objectifs et résultats du Secrétariat, ainsi que les mesures de performance correspondantes et les activités et ressources intégrées qui appuient la réalisation des résultats sur une période d'un an. C'est le Plan opérationnel annuel ; il est fondé sur le Plan directeur et intègre les principes et visées du Plan d'action.
Mandat	Le mandat désigne la source d'où le Secrétariat tire l'autorisation de conduire ses fonctions.
Mission	La mission expose la raison d'être du Secrétariat et ce qu'il fait. L'énoncé de mission définit la finalité et le but d'ensemble de l'organisation et précise son rôle et ses responsabilités à l'égard de l'avènement de la vision.
Objectif	La finalité ou la raison d'être d'une intervention ou du traitement d'une priorité du développement devant survenir à un stade ou un autre à l'avenir.
Retombée	Le résultat, l'effet ou l'impact escompté d'un projet ou d'un programme ou les effets secondaires des résultats d'une intervention.
Résultat	Un service ou un ensemble d'activités assuré par le Secrétariat au profit des membres de l'organisation et autres intéressés.
Activités	Les tâches ou interventions dont la mise en œuvre aura pour conséquences des résultats inscrits au programme de travail annuel.
Indicateur de performance	Le moyen ou l'indicateur qui permet de déterminer dans quelle mesure une organisation atteint les retombées escomptées.
Mesure de performance	Les mesures de performance permettent de juger de l'opportunité, du coût, du lieu, de la quantité, de la qualité et de la mesure avec lesquels les résultats annuels ont été atteints.
Stratégie	Par stratégie, on entend la voie d'intervention choisie par le Secrétariat pour parvenir aux résultats prévus dans ses plans.
Valeurs	Les facteurs régissant les interactions entre la direction et les agents. Les valeurs ont une incidence sur l'attitude des membres de la direction et du personnel, sur les intervenants et sur l'image du Secrétariat.



Annexe III : Sigles

Liste des sigles

Sigles	Nom complet
CCNUC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CLIPS	Services d'information et de prévisions climatiques
CORP	Conseil des organisations régionales du Pacifique
COT	Conseil océanien du tourisme
DPI	Droits de propriété intellectuelle
EIE	Étude d'impact sur l'environnement
GIEC	Groupe intergouvernemental sur le climat
GSR	Grand secteur de réalisation
NBSAP	Plans d'action nationaux pour la sécurité biologique
OMI	Organisation maritime internationale
ONG	Organisation non gouvernementale
PACPLAN	Plan régional océanien d'intervention en cas de déversements en mer
PROE	Programme régional océanien de l'environnement
SIG	Système d'information géographique
USP	Université du Pacifique Sud
ZC	Zone de conservation
ZPM	Zone de protection marine







GSR1 : Conservation de la nature

GSR2 : Prévention de la pollution

GSR3 : Changements et variabilité climatiques

GSR4 : Développement économique

Processus



Un **Secrétariat** capable de **fournir un soutien efficace** pour renforcer les capacités des peuples et pays

insulaires océaniques pour leur permettre **de planifier, de protéger et de gérer** leur environnement de manière **durable**